

« En l'espace d'une semaine, les dons monétaires auraient été épuisés. L'assistance pratique soutenue et le renforcement des capacités valaient bien mieux pour nous. »

– Remarque de Sofulala Zega, riziculteur, à propos d'un programme de moyens d'existence durables appuyé par le PNUD à Nias (Indonésie).



Le PNUD a contribué à l'uniformisation des lois commerciales au Bénin, ce qui facilite les investissements du secteur privé dans le pays.



Le PNUD appuie les travaux de l'Institut international de recherche sur le riz, ayant son siège à Manille, dans les domaines de l'agronomie et de la durabilité environnementale depuis plus de 30 ans.

Améliorer les conditions de vie par le renforcement des capacités

Si le développement humain est l'objet du mandat du PNUD, le moyen employé pour exécuter son mandat est le renforcement des capacités, que le PNUD définit comme étant le processus par lequel les particuliers, les organisations et la société acquièrent, développent et maintiennent les aptitudes dont ils ont besoin pour réaliser leurs propres objectifs de développement. Œuvrant aux côtés des entités gouvernementales, de la société civile et d'autres partenaires dans 166 pays, le PNUD s'attache à favoriser le développement humain en aidant les gens à accéder aux connaissances, à l'expérience et aux ressources qui leur permettront d'améliorer leurs conditions de vie.

Le PNUD considère le renforcement des capacités comme sa grande contribution au développement. Le principal instrument qui guide ses efforts et ses travaux conjoints avec les partenaires au développement, le Plan stratégique 2008-2011, précise que tous les conseils de politique du PNUD, son appui technique, ses activités de plaidoyer et ses contributions au renforcement de la cohérence du développement doivent viser à l'obtention de réelles améliorations de la vie des gens et des choix et possibilités qui s'offrent à eux.

Ces améliorations sont plus faciles à obtenir pour certains que pour d'autres. Bien qu'il y ait des pays qui bénéficient de la mondialisation et qui rattrapent les pays riches, des centaines de millions de gens restent exclus des avantages apportés par la croissance. Des pays et des régions entiers se font distancer et, même au sein de pays à bonnes performances économiques, des vastes poches d'exclusion subsistent.

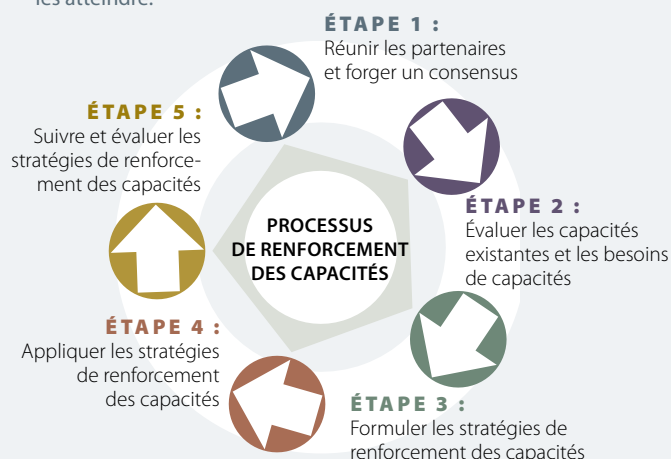
Alors que l'économie mondiale fait face à un ralentissement de durée incertaine induit par le secteur financier, le rôle du PNUD reste d'aider à accélérer les progrès en cours dans les pays qui rattrapent rapidement le monde riche et à catalyser les progrès dans les régions du monde qui accusent du retard. L'un des moyens de parvenir à ces résultats consiste à appuyer la mise en place d'institutions efficaces, capables d'offrir des biens et des services publics à tous, y inclus aux plus pauvres, d'instaurer un environnement porteur favorable à la croissance et au développement, et de maintenir la paix et la sécurité.

Le monde étant arrivé à mi-parcours de la date cible de 2015 fixée pour la réalisation des OMD, le pronostic est des plus mitigés. Par rapport à l'année 2000, les décès infan-

tiles dus à des causes évitables ont diminué de 3 millions par an, les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire augmentent dans le monde entier, 2 millions de personnes de plus reçoivent un traitement contre le sida et les femmes occupent aujourd'hui un pourcentage considérablement plus élevé de sièges au sein des assemblées parlementaires. De nombreux pays démontrent que des progrès rapides et de grande envergure sont possibles, à condition qu'un leadership gouvernemental fort, de bonnes politiques appuyant l'investissement privé et l'accroissement de la productivité, et des stratégies rationnelles d'intensification des investissements publics soient renforcées par un soutien financier et technique approprié fourni par la communauté internationale. Dans ces domaines, nombre de pays d'Asie ont ouvert la voie, ayant enregistré la réduction de la pauvreté extrême la plus rapide qu'ait jamais connue l'humanité. En revanche, de nombreux pays restent à la traîne, en particulier dans de vastes régions d'Afrique et parmi le groupe des pays les moins avancés (PMA). Mais même certains des pays de l'Asie du Sud en rapide croissance ont de rudes défis à relever pour améliorer

BOUCLER LA BOUCLE : DE L'ÉVALUATION INITIALE À L'ÉVALUATION RÉTROSPECTIVE

Le PNUD définit le renforcement des capacités comme le processus par lequel particuliers, organisations et sociétés acquièrent, accroissent et entretiennent les aptitudes requises pour fixer leurs propres objectifs de développement et pour les atteindre.



Source : PNUD/BDP



À Kandahar (Afghanistan), les membres d'une Assemblée de développement de district débattent des priorités provinciales. Le PNUD appuie un nouveau modèle de développement à base communautaire dans lequel ces assemblées participent directement aux projets d'infrastructure, tout en garantissant la sécurité des facilitateurs des projets.

la nutrition et parvenir à certains autres objectifs. Et plusieurs pays d'Amérique latine à revenu intermédiaire s'emploient non sans mal à éliminer des poches de pauvreté extrême réfractaires. Les OMD sont réalisables mais leur réalisation exige que les engagements pris par les pays en développement et surtout par les pays développés soient honorés.

Par ailleurs, les progrès déjà accomplis sur la voie de la réalisation des OMD pourraient être remis en question faute d'une riposte globale et concertée face aux changements climatiques. Ce grand défi du développement de la génération actuelle qu'est le réchauffement planétaire pourrait infliger de graves revers dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la nutrition, de la santé et de l'éducation. L'impact le plus immédiat et le plus dévastateur serait infligé aux populations du monde les plus pauvres, celles qui sont les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation énergétique à fort taux d'émission de carbone, causes premières du problème. Le Plan d'action de Bali récemment adopté poura jeter les bases de futures négociations et de la définition de cibles pour les stratégies d'atténuation et d'adaptation, mais l'engagement politique dans le domaine est inégal et la fenêtre d'opportunité étroite.

Face aux défis du développement, le PNUD a amplifié ses activités d'appui aux capacités organisationnelles, renforçant les institutions de manière à ce qu'elles autonomisent le public qu'elles desservent. Il s'attache à soutenir les institutions qui sauvegardent la stabilité politique et économique, favorisent une répartition équitable des ressources, accroissent la transparence et la responsabilité publiques et contribuent à l'instauration d'un développement humain durable. Mais il ne fournit pas ce soutien isolément : tirant parti de son avantage comparatif en tant que partenaire au développement de confiance, le PNUD forge des partenariats dans de multiples sphères d'influence, depuis les instances de gouvernance nationales, municipales et locales jusqu'aux organisations non gouvernementales et aux organisations de la société civile (OSC), notamment aux coalitions de base et aux groupes d'affiliation confessionnels, au monde de l'enseignement, ainsi qu'au secteur privé et aux donateurs internationaux. Dans chaque cas particulier, le PNUD s'emploie prioritairement à maximiser les ressources locales et à encourager la collaboration parmi les partenaires du Sud. Il s'at-

tache pour ce faire à établir des liens solides avec les OSC, ce qui est d'une importance essentielle pour assurer l'appropriation nationale, la responsabilité, la bonne gouvernance, la décentralisation, la démocratisation de la coopération au développement, et la qualité et la pertinence des programmes publics de développement. Le PNUD encourage activement la formation de comités consultatifs de la société civile au sein des équipes de pays des Nations Unies et les appuie en tant que mécanisme de plaidoyer et de débat politiques, ainsi que de conseil sur ses orientations politiques et sur celles du système des Nations Unies, ce qui lui permet aussi de puiser dans les connaissances et l'expertise locales. Le PNUD a institutionnalisé la participation des parties prenantes extérieures aux processus décisionnels de la haute direction par le biais du Comité consultatif de la société civile auprès de l'Administrateur, qui rassemble 15 dirigeants politiques d'OSC du monde entier.

Un rapide survol des activités du PNUD au cours de l'année écoulée révèle l'ampleur de ses partenariats et de ses interventions visant à renforcer les capacités organisationnelles de par le monde. Au Niger, le PNUD a contribué à la création d'un corps de bénévoles locaux dans le cadre d'un programme national de bénévolat appuyé par les VNU. Parmi les premiers clients des 100 premières recrues figurent de nouveaux élus des régions rurales du pays, qui ont fait appel à leurs compatriotes pour trouver chez eux des connaissances pratiques sur la fourniture de services publics. En Jordanie, le PNUD a œuvré avec le gouvernement pour concevoir une stratégie d'action antimines durable, ce qui a permis à celui-ci de s'acquitter de ses obligations au titre de la convention internationale sur les mines antipersonnel et d'atteindre les taux de déminage les plus rapides du pays. Parmi les sites déminés figurent le sud du Wadi Araba, lieu d'investissements massifs dans le secteur du tourisme, et la vallée du Jourdain, où se trouvent beaucoup des communautés les pauvres de la Jordanie. En Albanie, le PNUD a apporté son concours à la création d'une base de données électronique de « gain de cerveaux » pour permettre aux émigrés de la diaspora albanaise qui possèdent des connaissances spécialisées de contribuer au développement de leur pays dans l'enseignement et le secteur privé, ainsi que dans d'autres domaines.



Avec le concours du PNUD, la Jordanie démine le Wadi Araba pour développer le secteur du tourisme et mettre des terres à la disposition des communautés paupérisées de la vallée du Jourdain.

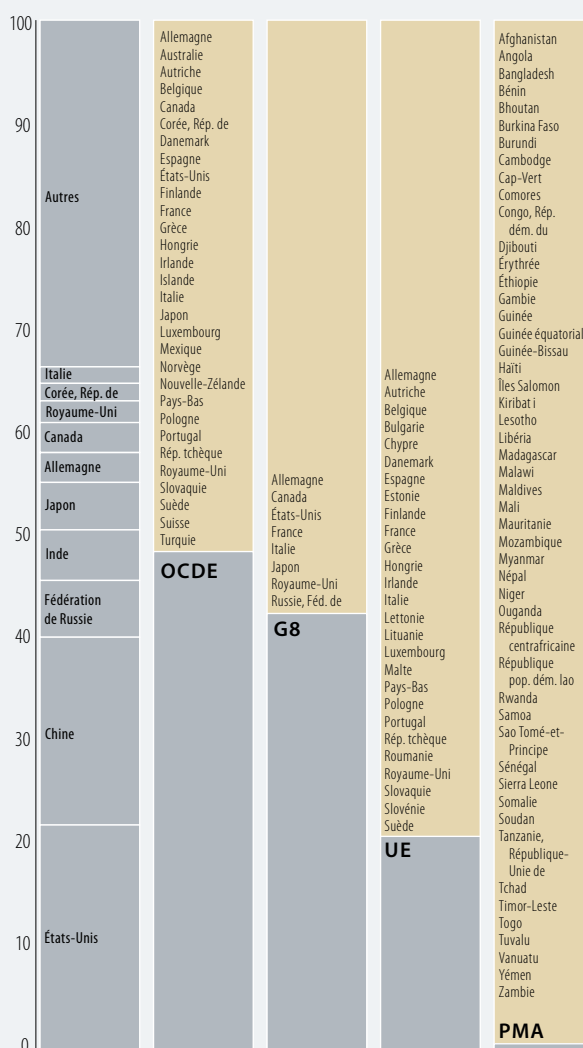
La stature du PNUD en tant que partenaire au développement solide se manifeste par l'expansion de ses partenariats avec le secteur privé. Des grandes entreprises telles que Banyan Tree, Cisco, Coca-Cola, Engro, Global Alumina, Google, Kevian, Microsoft, Pão de Azucar, Pfizer, Visa et d'autres joignent leurs efforts à ceux des entités gouvernementales et du PNUD en vue de la réalisation des OMD, reconnaissant qu'une croissance inclusive apporte des bénéfices à long terme pour toutes les parties. Le PNUD est toujours le principal organisme des Nations Unies dans les pays en développement qui promeut le Pacte mondial, initiative du système des Nations Unies visant à associer le secteur privé à ses activités; il gère actuellement plus de 80 réseaux nationaux et régionaux du Pacte mondial.

Encourager les entreprises viables (GSB), initiative issue du Pacte mondial, offre aux entreprises une plate-forme pour mener des activités commerciales pro-pauvres dans les pays en développement à environnement entrepreneurial difficile. Au-delà des investissements sociaux et de la philanthropie, ce mécanisme propose aux entreprises un moyen d'exécuter des projets commercialement viables en vue d'accroître leur rentabilité et/ou de s'implanter sur de nouveaux marchés. À ce jour, l'initiative GSB a mené des activités avec plus de 75 entreprises, depuis des grandes multinationales du Nord jusqu'à des petites et moyennes entreprises locales, qu'elle appuie par des investissements allant de 10 000 dollars à 4 millions de dollars.

Alors que le PNUD continue d'apporter son concours à ces activités de renforcement des capacités ainsi qu'à d'autres, on voit émerger quelques tendances encourageantes. L'une d'elles est une orientation résolue en faveur du renforcement des capacités nationales en matière de gestion des programmes et projets, des finances, des achats et des ressources humaines, conformément aux recommandations du Plan stratégique et compte tenu des capacités améliorées des entités les mieux positionnées pour agir sur le terrain. Une autre tendance est une évolution de la réforme de la fonction publique qui passe du renforcement des aptitudes à l'acquisition de compétences plus qualitatives en matière de leadership, de systèmes incitatifs et de mécanismes de renforcement des normes éthiques et des mesures de lutte contre la corruption. Une troisième tendance, dans l'ensemble du

LES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO₂ SONT TRÈS CONCENTRÉES

Le budget carbone mondial : les pays qui émettent le moins de CO₂ sont aussi les plus pauvres et les plus vulnérables.



Émissions de CO₂ en 2004 (en pourcentage du total)

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008



Le PNUD aide l'Albanie à équiper ses lycées de laboratoires d'informatique dont bénéficieront quelque 140 000 lycéens.

système des Nations Unies, est une réaffirmation de l'importance de l'acquisition continue des connaissances et de l'enseignement supérieur qui, allée à des ripostes novatrices à l'exode des cerveaux dans les secteurs essentiels, vise à tirer parti des avantages d'une main-d'œuvre mondiale de plus en plus mobile et à saisir les possibilités qui se cachent derrière certains risques.

Au fur et à mesure des progrès des pays dans la réalisation de leurs objectifs de développement, leur partenariat avec le PNUD leur permet d'assumer une part accrue des responsabilités communes en matière de développement mondial. Douze nouveaux membres de l'Union européenne, dont des pays de programme récemment « promus » tels que l'Estonie et la Lettonie, se sont rassemblés récemment pour débattre pour la première fois de leur rôle dans la fourniture de l'aide au développement.

Souplesse et adaptabilité sont des caractéristiques essentielles des travaux du PNUD dans les pays dont les capacités s'accroissent, et tout particulièrement dans les pays à revenu intermédiaire. Les pays de ce groupe divers qui rassemble la moitié de la population du globe éprouvent souvent des difficultés à faire un usage optimal de leur capital humain et financier et à répartir leurs ressources de manière efficace par une planification rationnelle. Bien que beaucoup d'entre eux aient effectué la transition qui d'anciens pays de programme a fait d'eux des contributeurs net aux ressources de base du PNUD, ils continuent de bénéficier de l'accès au réseau mondial du Programme qui favorise la formation de partenariats axés sur le renforcement de leurs capacités institutionnelles et de leurs aptitudes en matière de formulation de politiques. Le PNUD continue d'offrir des appuis aux pays à revenu intermédiaire pour renforcer leurs capacités au niveau sub-national et d'œuvrer avec les entités administratives municipales et départementales pour intégrer leur planification, gérer les ressources financières du développement et accroître leurs capacités de mise en œuvre pour la fourniture de services locaux. Le PNUD fournit également un soutien aux décideurs politiques pour intensifier les ripostes

aux changements climatiques, promouvoir l'égalité des sexes, appuyer les populations marginalisées et renforcer les institutions de l'État.

Du fait de l'évolution des conditions sous-jacentes déterminant l'architecture de l'aide, les capacités requises pour accéder à de nouvelles modalités de développement, les négocier et mettre en œuvre les interventions évoluent de même. Des mécanismes nationaux de coordination et de gestion de l'aide doivent répondre rapidement aux pressions croissantes en vue de l'expansion et de l'exécution des activités. L'approche du renforcement des capacités du PNUD évolue en continu pour relever ces défis sans se limiter aux exigences de l'exécution de projets distincts, mais au contraire en agissant au niveau des composantes institutionnelles des capacités du pays. Œuvrant en collaboration avec ses partenaires au développement pour que les organisations et institutions agissent pour le bien de tous, le PNUD contribue à l'effort mondial d'amélioration des conditions de vie des habitants de notre planète.



Avec l'appui du PNUD, la plate-forme multifonctionnelle peu coûteuse accroît le rendement et les revenus des femmes au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. La Fondation Bill and Melinda Gates a récemment alloué 19 millions de dollars au projet.